

I'HUMANITÉ



*Prolétaires de tous les Pays, Peuples et Nations opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

rouge

I F Boite Postale 134, Paris-20*
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LÉNINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

1^{re} ANNEE N° 14
JEUDI 29 MAI 1969

L'électoratisme, opium du peuple

A quelques jours du scrutin destiné à élire un nouveau Président de la République des monopoles, voyons ce que signifient les candidatures présentées sous le signe de l'extrême-gauche.

Commençons par la plus inattendue. Krivine tente une opération de récupération de l'acquis politique issu de la tempête révolutionnaire de mai-juin 1968. Et nullement, comme il essaie de le prétendre, pour le compte du prolétariat. Il fournit un exemple caractéristique des méthodes trotskystes, que récuse depuis longtemps la classe ouvrière. Accaparant n'importe qui, s'appuyant sur n'importe quoi, un trotskyste est par essence un opportuniste. Il n'y a pas de « doctrine » trotskyste, il y a seulement une pratique, un style toujours apparentés à ceux de la social-démocratie, une démagogie parfois grossière mais aussi quelquefois subtile, une phraséologie « de gauche » qui dissimule la plupart du temps une politique « de droite ». Krivine, en trotskyste éprouvé, a déjà l'art de l'exploitation usurpatrice. Il se présente, en se réclamant, sans vergogne, « du courant de mai », comme si sa « Ligue » et ses militants étaient seuls à avoir référé publiquement à Marx, à Lénine (oubliant le farouche antagonisme qui opposa le dirigeant de la révolution d'octobre à celui qui l'abandonna « le petit Judas », trotsky) et enfin à Che Guevara ! C'est cela, l'art d'utiliser les autres, surtout lorsqu'ils ne peuvent plus protester contre telle imposture. Car rien en vérité n'a jamais apparenté le Che au trotskysme, même pas les graves erreurs théoriques qui lui ont finalement coûté la vie. Le « Parti » de Krivine s'intitule par ailleurs « Ligue communiste ». Ne doutons pas qu'il y a là encore une intention précise dans le but de se rattacher à ce dictateur social-fasciste, consacré devant les trotskistes par son venin antistalinien, le traître et renégat Tito, qui écrase sous sa « Ligue des communistes yougoslaves » les malheureux peuples de Yougoslavie. A la vérité, Krivine et ses semblables ne s'éussent quelque peu que dans l'intelligentsia petite-bourgeoise dont les élucubrations ne contaminent heureusement jamais la classe ouvrière. Les nébuleuses spéculations philosophiques de Jean-Paul Sartre et de ses pairs, qui soutiennent activement le trotskyste Krivine, ne parviennent jamais à encombrer le ciel des cités ouvrières où par contre les épaisses fumées des cheminées d'usine ramènent sans cesse les travailleurs aux dures réalités de la lutte de classe. Remarquons au surplus l'inconséquence de la secte trotskiste de Krivine, qui n'a pas hésité à « participer » au cirque électoral des présidentielles après avoir appelé frénétiquement au boycott du référendum du 27 avril dernier. Comprenez qui voudra... en attendant que les résultats du scrutin nous renseignent sur le sens exact de l'opération électoraliste ainsi montée. Notons d'ailleurs qu'une autre secte trotskiste appelle à voter... Duclos. Michel Rocard, lui, est le pur produit d'un Parti à tendances. Il ne paraît pas mal à l'aise dans cette conjoncture qui le conduit de la présidence de son parti, après avoir été battu sur la question du boycott au référendum, jusqu'à la candidature à la Présidence de la République.

Il y a des militants du P.S.U. qui ont rejoint l'avant-garde marxiste-léniniste depuis mai-juin 1968 ; d'autres, à leur dernier congrès notamment, ont défendu des thèses justes, allant jusqu'à reconnaître la nécessité d'un Parti de type léniniste et proclamant avec raison que la révolution ne saurait se maintenir

sans dictature du prolétariat. Mais le P.S.U. compte aussi bon nombre d'hommes dont les conceptions relèvent exclusivement de la social-démocratie. La plupart de ces derniers s'efforcent de reconstruire les ponts un moment coupés avec les dirigeants révisionnistes du P.C.F. Ainsi, à la récente assemblée générale de l'U.N.E.F., ce sont ces gens-là qui ont refusé la mesure légitime qui s'imposait après l'activité de scission et de division des membres de l'U.E.C., l'exclusion de la fraction « Unef-Renouveau ». Point d'équilibre entre toutes ces tendances, Michel Rocard en est venu à souhaiter, lui aussi, « l'union de la gauche » en se tournant vers les politiciens des clubs et de la convention, et en affirmant, contradictoirement d'ailleurs, son désir de s'appuyer sur le « courant de mai ». Il s'est situé du même coup au cœur d'une contradiction irréductible, dans une position absolument intenable. Il n'est pas douteux qu'il va s'en ressentir sérieusement sur le simple plan électoral, en ne retrouvant pas le nombre appréciable de voix obtenu par son Parti des législatives de 1968.

C'est pourquoi les marxistes-léninistes souhaitent que le P.S.U. parvienne à se dégager de l'opportunisme congénital qui l'empêche d'élaborer une ligne politique claire et conséquente tout en l'isolant de l'idéologie prolétarienne et en l'écartant des masses révolutionnaires du printemps révolutionnaire de 1968.

Mais il est évident que dans ce cirque électoral, le numéro de loin le plus important est réservé à Jacques Duclos. Dans la situation politique actuelle, l'ennemi principal au sein de la classe ouvrière, c'est le parti dont les dirigeants sont devenus d'actifs complices de la bourgeoisie, d'efficaces défenseurs de l'ordre et de l'état des monopoles, c'est le Parti de Jacques Duclos.

Ecoutez attentivement le candidat du Parti « communiste » français qui se camoufle sous l'étiquette de « candidat de l'union des forces ouvrières et démocratiques », écoutez-le attentivement. Puis essayez de répondre à cette simple question : « Quelle perspective claire et réaliste ouvre donc Duclos à la classe ouvrière et aux autres couches et classes sociales victimes du capitalisme monopoliste d'Etat ? »

Vous reconnaîtrez bientôt qu'il n'en ouvre pas davantage que le fulminant et comique Ducatel !

Jacques Duclos nous apparaît sur le petit écran, ou à la radio, comme un parfait parlementaire de métier. Il en a toute la ruse, toute la rouerie, au point que dans les attitudes, les sourires, les clignements des yeux, les expressions calculées du visage il ressemble comme un frère à ces autres compères du parlement bourgeois que sont Pompidou ou Poher. On dirait un bon vieux politicien de la III^e République, un bon vieux radical de 1936 proclamant à tous vents qu'il raserait gratis demain s'il est élu.

Ecoutez-le, disons-nous. Tout passe dans ses discours, exactement comme dans ceux de ses concurrents : la réforme démocratique de la fiscalité, les 300 000 logements d'H.L.M. par an, l'augmentation des salaires et, bien entendu, l'échelle mobile (la tarte à la crème de Ségué... mais seulement après la reprise du travail des dix millions de grévistes trahis à Grenelle), la réforme de l'enseignement, la réduction des profits capitalistes (notez bien : la « réduction »,

(suite page 8).

VIVE LA COMMUNE !



Défense d'une barricade.
Dessin daté du 25 mai 1871.

En mai il y a un an, en mars-mai il y a 98 ans, se sont déroulées en France de puissantes luttes révolutionnaires qui firent trembler la bourgeoisie.

La Commune de Paris fut la première expérience mondiale de la prise de pouvoir par le prolétariat, qui peut tenir du 18 mars 1871 à la « semaine sanglante » du 20 au 28 mai 1871. Et le mouvement de mai 1968 fut, lui, la plus récente explosion révolutionnaire qui a reposé dans notre pays, contre les théories révisionnistes, le problème du nécessaire passage au socialisme par la dictature du prolétariat, contre celle de la bourgeoisie et ses complices.

La dictature bourgeoise de Thiers fit en 1871 des dizaines de milliers de victimes qui ont été nos héros précurseurs, que le peuple révolutionnaire de Paris va saluer au mur des fédérés autour du 28 mai, et cette année le dimanche 1^{er} juin, alors que se dérouleront des élections dignes des Versaillais.

D'ailleurs la dictature bourgeoise d'aujourd'hui, fidèle à celle de Thiers réprima et tua en mai-juin 1968, entre autres deux ouvriers à Sochaux et le jeune lycéen marxiste-léniniste Gilles Tautin, nouveaux héros du peuple dignes des Communards. C'est à ces hommes que nous devons la couleur de notre drapeau vengeur et libérateur, et ni les « nains de l'histoire » versaillais, gaullistes ou révisionnistes (fraudemment drapés de rouge) ne pourront tuer la grande idée de la Commune de Paris, l'idée-force de mai 1968, celle qui fait marcher le monde depuis la révolution bolchevique et qui s'est déjà concrétisée en Chine et en Albanie : la révolution socialiste.

Tel est déjà le sens de la célèbre chanson de courage, d'espoir et de lucidité : « La Commune n'est pas morte (voir page 8), dont l'auteur, le grand communard et poète Eugène Pottier écrivit à la même et sombre époque de répression « l'Internationale », celle de l'humanité nouvelle et rouge.

H.R.



Organisons l'action révolutionnaire des masses !



SOUSCRIPTION NATIONALE

Total des listes précédentes		11 764,00
Initiales	Villes	Somme
P. S.	Paris 1 ^{er}	20,00
P. A.	Saint-Brieuc	30,00
Lecteurs et sympathisants H.R.	Melun	50,00
T. N. N.	Sceaux	20,00
Groupe H. R.	Banlieue Est	36,20
Groupe H. R.	Villeurbanne	180,00
Git-le-Cœur	Paris	15,00
Groupe H. R. (G. C.)	Paris 11 ^e	100,00
Groupe H. R.	Rennes	50,00
A.	Marseille	10,00
Total général		12 275,20

Nota. — Dans la liste de souscription précédente (H.R. n° 13) à la place de groupe H.R. Poitiers 50 F, il fallait lire : un sympathisant soldat de Poitiers : 50 F.

Nous publions cette semaine dans le cadre de notre campagne de souscription la lettre ci-dessous, à titre d'exemple.

Pulssent tous nos camarades diffuseurs et amis lecteurs développer de telles ini-

tatives, et permettent à l'Humanité-Rouge de gagner la bataille politique d'une presse au service de la révolution en France, bataille qui sera certainement longue à gagner sur le plan financier. H.R.

Camarades de la rédaction de H.R.,

Recevez le salut fraternel des Cercles d'Etudes M.L. des lycées de Toulon, de « Garde Rouge », leur journal, qui vous encouragent à poursuivre la lutte pour la victoire du Marxisme-Léninisme, de la pensée de Mao Tsé-toung.

Cette lutte, nous la menons en commun à l'université ou à l'usine, au lycée ou à la campagne, qu'on ait pour objectif la France ou simplement une région, une ville, ou un quartier. Aussi, après avoir publié et diffusé leur journal « Garde Rouge » les Cercles d'Etudes M.L. des lycées de Toulon, en réponse à votre appel à la souscription permanente (H.R. 6), ont décidé de verser tout le bénéfice de leur vente au seul véritable journal national de la classe ouvrière de France : L'HUMANITE ROUGE !

La bourgeoisie essaiera jusqu'à sa défaite définitive d'empêcher la diffusion des idées M.L. et cela par tous les moyens : l'interdiction arbitraire de journaux en temps de crise, à tout moment la répression contre les diffuseurs de la presse M.L. (avec l'aide active de l'appareil social-fasciste du parti révisionniste), et l'étouffement financier.

Il y a contradiction entre le caractère de classe du pouvoir d'état et le contenu de notre presse ; c'est là qu'il faut chercher les raisons de l'acharnement de la bourgeoisie pour la tuer. La rédaction de H.R. a résolu le problème de la seule façon possible pour des révolutionnaires

prolétaires : compter sur ses propres forces, principalement la classe ouvrière, et sur le soutien des intellectuels révolutionnaires, refuser « la balle enrobée de sucre » de l'aide de la publicité des monopoles, conserver une presse qui, selon le mot de LENINE doit être en opposition avec les mœurs bourgeoises, en opposition à la presse patronale et mercantile, en opposition à l'arrivisme littéraire... et à la chasse au profit, libre aussi du capital, dénoncer la dégénérescence révisionniste dans le domaine de la presse et sa collusion ouverte avec les firmes monopolistes.

ORGANISONS LE SOUTIEN ET LA DEFENSE DE LA PRESSE M.L.

Déjà les résultats de la souscription nationale permanente ont montré la juste décision de l'H.R., ainsi que sa popularité croissante ; mais ce n'est pas assez.

Créons, partout où cela est déjà possible des Comités de Défense de l'Humanité Rouge (C.D.H.R.), mobilisons-nous.

« Les forces réactionnaires ont leurs difficultés et nous avons les nôtres. Mais celles des forces réactionnaires sont insurmontables, parce que ces forces s'acheminent vers la mort, sans aucune perspective d'avenir. Les nôtres peuvent être surmontées parce que nous sommes les forces jeunes et montantes ayant un avenir lumineux ».

MAO TSE-TOUNG,

(« Petit Livre Rouge », page 219).

LIMOGES (suite)

Lettre d'une militante à la C. G. T.

Après l'exclusion de la C.G.T. d'un jeune cheminot de Limoges (H.R. n° 13) nous publions les principaux extraits d'une lettre d'une ouvrière de la base, qui montre qu'en persécutant les militants révolutionnaires, les révisionnistes au lieu de les isoler, s'isolent eux-mêmes.

Même si nous ne sommes pas d'accord avec tous les points de vue exprimés par cette camarade, sa lettre montre sa prise de conscience de plus en plus nette de la trahison révisionniste.

Messieurs,

La C.G.T. est en train de se déshonorer ; j'ai toute qualité pour vous écrire ainsi : je suis femme d'ouvrier, et de tout temps j'ai approuvé la C.G.T. du fond du cœur. Mais votre conduite dépasse l'imagination. J'en suis certaine, je ne suis pas la seule, parmi la gauche, à réviser quelque peu ma foi en votre mouvement. Anarchistes, nous ne le sommes pas ; mais quand il s'agit de trahir un camarade comme vous le faites en ce moment, de l'exclure parce qu'il croit encore en une véritable révolution (non pas tant révolutionnaire dans les actes comme en 89 évidemment, mais dans les résultats), comment pouvez-vous imaginer une seconde que les ouvriers honnêtes vous suivront comme un seul homme ? Ce n'est pas seulement une mauvaise camaraderie de travail, mais une énorme erreur. Quelques-uns ont signé trop vite, et le regretten publiquement ; d'autres ne signeront pas, par solidarité ; d'autres encore, et c'est plus grave, ôteront leur voix à la C.G.T. Est-ce ce que vous cherchez par

tous les moyens ? C'est-à-dire faire le jeu du gouvernement : en voilà qui s'amuse devant vos bagarres intestines ; en voilà qui sont bien heureux de voir leur sale boulot de sape facilité par l'aveuglement de ceux qui s'imaginent que leur pire ennemi est le « gauchiste » (au lieu du Gaullisme) alors que celui-ci tente de transformer une société absurde et aberrante qui, de par sa structure même, empêche et a empêché de tous temps le prolétariat de profiter longtemps de ses victoires péniblement acquises et sans cesse remises en question parce que, d'avantage qu'une augmentation-piège (pen-sées aux impôts et taxes augmentés en proportion), ce sont les lois et les coutumes, les habitudes patronales et la plupart des traditions qui gèrent un pays, qui freinent et arrêtent une évolution véritable et durable, définitive même, de la condition ouvrière. Il ne s'agit pas de se conduire comme un anarchiste des temps passés qui ne nous envoyait qu'au désordre ; oui, un certain ordre est nécessaire, mais l'ordre parti du cœur et de la raison, et non point l'ordre des services matraqueurs : est-ce l'ordre, cela, ou la violence ? Raisonons comme en 1969, non comme en 1848 : ce qui menait au sang en 1848 ne peut avoir de tels résultats en 1969.

Ne dites pas : « Nous avons obtenu pour vous 12 % d'augmentation de salaires ». Vous en avez plein la bouche et les tracts : outre que c'est un peu maigre pour nourrir toute l'année vos preuves de luttes anti-gouvernementales, ce n'est

Une semaine de luttes

PROLONGEMENT DES LUTTES

- **ACIERIES DE SOLLAC (MOSELLE)** : La grève se poursuit pour les salaires avec occupation d'usine.
- **THIONVILLE** : poursuite de la grève depuis le 12 mai.
- **LATIMIER A TARNOS (LANDES)** : L'occupation de l'usine se poursuit contre les licenciements.
- **AIR FRANCE** : 200 femmes des services de mécanographie sont en grève, depuis le 12 mai pour leurs salaires et contre un horaire d'équipe.
- **ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS A PAUILLAC (GIRONDE)** : Les 400 travailleurs des chantiers des raffineries Shell poursuivent leur grève pour les salaires et contre les mauvaises conditions de travail.
- **PAPETERIES DE GASCOGNE A MIMIZAN (LANDES)** : Poursuite de la lutte contre les licenciements.

SAMEDI 17

- **MINES DE FER D'ANDERNY-CHEVILLON A TUCQUEGNEUX (MEURTHE-ET-MOSELLE)** : 24 heures de grèves contre les nouveaux licenciements.

LUNDI 19

- **WENDEL-SIDELOR DE HAYANGE** : Grève pour une augmentation de salaire de 0,80 F de l'heure ; trois des neuf haut-fourneaux sont arrêtés.
- **A NOYON** : 500 commerçants et artisans se rassemblent pour s'opposer à un contrôle des contributions directes chez un menuisier.
- **LYCEE DE DIE (DROME)** : Grève des lycéens et du personnel du lycée d'une journée contre la suppression de poste d'agent de service.

MARDI 20

- **WENDEL-SIDELOR A MAYANGE** : Le mouvement de grève se renforce : 8 hauts-fourneaux arrêtés.
- **WAGONS RESTAURANTS ET T.E.E. DE LA GARE DU NORD** : Grève de 48 heures contre les licenciements.
- **INSTITUT NATIONAL D'ASTRONOMIE ET DE GEOPHYSIQUE (I.N.A.G.)** : Grève de 150 techniciens pour la sécurité de l'emploi.
- **RECHERCHE SPATIALE (C.N.E.S. ET D.G.R.S.T.)** : Grève de 350 techniciens pour la sécurité de l'emploi, mouvement de solidarité à l'observatoire de Paris, Mancay et Verrières.
- **LYCEE TECHNIQUE DE VOIRON (ISERE)** : Grève de 24 heures pour un allègement de programme et contre le manque de matériel dans les ateliers.
- **AU JOURNAL « COMBAT » A MEDON (YVELINES)** : Grève contre le licenciement d'un linotypiste et pour l'application de la convention collective.
- **NICE** : 150 étudiants corses occupent le rectorat, un calicot portait le mot d'ordre : Halte à l'Exode, la Corse vaincra ! Les forces de répression occupent le rectorat.
- **HAUTES ETUDES COMMERCIALES** : 900 élèves en grève contre l'augmentation des frais de scolarité et de résidence.

MERCREDI 21

- **AIR LIQUIDE A VITRY** : Les métallurgistes font grève contre les brimades frappant un délégué syndical.

JEUDI 22

- Grève du zèle des contrôleurs de la circulation aérienne contre les sanctions pour la grève du 11 mars.
- **PAPETERIES MAUDUIT A QUIMPERLE** : Nouvelle grève contre les licenciements de militants.
- **ARMENTIERES ET HENRI-LIETARD** : Grève de 48 heures des techniciens pour leur classification.
- **CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTROUGE** : Grève de 24 heures contre la limitation du nombre des étudiants à la prochaine rentrée.
- **LYCEE DE BASTIA** : Occupation des locaux pour une université appropriée à la Corse. La police intervient et fait évacuer les locaux.

VENREDI 23

- **SALAISSON DU BELON A RIEC-SUR-BELLON (FINISTERE)** : Les travailleurs se réunissent pour protester contre le licenciement d'un délégué.
 - **N.M.P.P. A PARIS** : Les employés boycottent la distribution du journal « Combat » par solidarité avec les travailleurs de ce journal en grève contre un licenciement.
 - **BULL A RENNES ET NANTES** : Grève des techniciens pour de meilleures conditions de travail.
 - **PAPETERIES DE NANTERRE** : Grève de solidarité contre le licenciement d'un militant aux papeteries de Gascogne à Mimizan (Landes).
 - **MANUFRAANCE** : Grèves pour l'augmentation des salaires.
 - **LYCEE BERGSON, PARIS-19^e** : Les lycéens et les professeurs se mettent en grève contre les sanctions d'exclusions de deux élèves de terminales. Les forces de répression pénètrent dans les locaux et matraquent les élèves, voulant « casser du lycéen ». Le lycée est fermé par le recteur de l'Académie de Paris, et les flics surveillent les différentes entrées.
 - **AU « FIGARO »** : L'éclatement de divergences internes a privé toute la semaine les candidats réactionnaires d'une tribune de propagande.
- NOTE. — « La semaine de lutte dans le monde » est reportée pour des raisons techniques et paraîtra, avec la suivante, dans notre prochain numéro.

L'AMBASSADEUR

DE R.P.C.

REJOINT SON POSTE

A PARIS

Nous avons appris avec plaisir que M. Houang Chen, ambassadeur de la République populaire de Chine en France a rejoint son poste à Paris après une longue période d'absence pendant la Révolution culturelle prolétarienne.

Le diplomate qui représente dans notre pays le grand peuple frère chinois est un vétéran de la Longue Marche, un des compagnons de lutte du Président Mao et du vice-président Lin Piao. Il vient d'être élu au Comité central du Parti communiste chinois par le IX^e Congrès, il a le grade de général de l'Armée populaire de Chine. Au nom de tous nos lecteurs amis de la grande Chine et admirateurs de la pensée de Mao Tsé-toung, nous présentons à Son Excellence l'Ambassadeur Houang Chen l'expression de nos meilleures salutations de bienvenue.

CAMARADES,

COMMANDEZ-NOUS

RAPIDEMENT L'AFFICHE 40x60

10 F LES 100

MARSEILLE

A la Caisse d'Assurance Maladie, la calomnie seul argument des révisionnistes

Pour le groupe révisionniste qui contrôle le syndicat C.G.T. de la C.R.A.M., la situation n'est guère brillante.

Malgré (ou à cause) de la présence d'éminences grises du P. « C. » F. à sa direction (G. Baille, conseillère municipale, G. Desmarie, membre du B.F. des Bouches-du-Rhône), cette section syndicale essuie échec sur échec.

— Diminution sensible des effectifs ;
— Perte en voix et pourcentage à chaque élection (8 % en un an), diminution de la représentativité au C.E. et aux D.P. ;

— La section mutualiste C.G.T. en déficit croissant (chiffre officiel 4 millions d'A.F.).

Quant à l'activité syndicale... Quelques suppliques au syndicat F.O., quelques envois de lettres à la direction générale. La direction de F.O. et la direction générale ne daignent que très rarement répondre aux lamentations platoniques des responsables révisionnistes.

Par contre de jeunes employés regroupés au sein d'un Comité d'Action voient chaque jour leur influence augmenter auprès des travailleurs en défendant des positions de lutte de

classes et en combattant le crétinisme parlementaire.

Le 8 mai 1969, perdant toute prudence, le groupe révisionniste a publié un tract bourré de calomnies et de contre-vérités.

Dans un sous-titre « Les Silencieux », nos plumitifs affirment sans rire que les « gauchistes » étaient en dehors de la grève du 11 mars. Ses messieurs oublient sans doute que les membres du Comité d'action ont participé à toutes les assemblées préparant à la grève (Assemblées de syndiqués, assemblées du personnel), qu'ils y ont fait des propositions concrètes et réalistes : Assemblées du personnel sur les lieux du travail pour décider des formes et des suites à donner à cette journée de grève, réunion des grévistes le jour du 11 mars, mise en place d'un piquet de grève actif.

Et nous posons la question : Qu'ont fait les dirigeants de la section syndicale C.G.T. pour donner une suite à cette journée de grève. Ont-ils consulté le personnel ? Nous savons que non.

Les rédacteurs de ce curieux bulletin syndical poursuivant sur leur lancée n'hésitent pas à affirmer que les « gauchistes de la C.R.A.M. se faisaient le 11 mars les défenseurs du lugubre

drapeau noir ». Une seule réponse : dans le cortège des Comités d'Action, il n'y avait pas de drapeau noir, mais par contre des drapeaux rouges, et des slogans scandés par des militants révolutionnaires et repris par la grande masse des travailleurs en lutte.

— A bas le Capital !
— Continuons le Combat !
— Ce n'est qu'un début !
— Etudiants, Travailleurs : Solidaires.

Reniant toute vérité historique les curieux militants syndicaux affirment sans rire qu'en 1936, la classe ouvrière obtint les congés payés, les 40 heures, les délégués du personnel par voie législative... Et les millions de grévistes, les occupations d'usine... En fait, les accords de Matignon et les textes de lois n'avaient fait que concrétiser sur le papier ce qui avait été arraché par l'Action Unie des Travailleurs.

Enfin, nos révisionnistes n'hésitent pas à infirmer les déclarations de Séguy lui-même en affirmant que la C.G.T. ne porte pas tous ses efforts sur les élections... Et les articles de Séguy dans « Le Peuple » à la veille des élections de juin 1968, le chef de file des révisionnistes y affirmait que les élections décidées par De Gaulle...

étaient une victoire de la classe ouvrière, nous connaissons la suite.

Et les auteurs de ce texte de conclure : « La C.G.T. œuvre pour une société plus juste, plus humaine ». Pompidou, Lecanuet, Defferre, n'auraient pas dit mieux.

N'en déplaisent aux hargneux de la cellule révisionniste, leurs injures, leurs menaces n'impressionnent plus personne, il leur est aujourd'hui impossible de reprendre leur argumentation « Sur le pouvoir personnel ». Pour eux, en une seule nuit, c'est 10 ans d'une théorie erronée qui s'est effondrée, tous les travailleurs ont pu constater qu'avec le départ de De Gaulle, leur exploitation continuait de plus belle, et le choix entre Pompidou, Defferre ou encore Poher ne saurait les enthousiasmer.

Plus que jamais : LE COMBAT DOIT CONTINUER. L'UNITE ETUDIANTS-TRAVAILLEURS DOIT SE RENFORCER. NOUS DEVONS REJETER NOS ILLUSIONS ET NOUS PREPARER A COMBATTRE POUR ALLER JUSQU'AU BOUT. C'EST-ADIRE JUSQU'AU TRIOMPHE DU SOCIALISME LIBERATEUR.

Un correspondant syndical de Sécurité sociale.

CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR L'INTERESSEMENT

L'intéressement des travailleurs à l'entreprise est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1969, en application de l'ordonnance du 17-8-67 publiée pendant les congés. C'est une nouvelle forme de l'association capital-travail, une solution proposée au problème du partage des bénéfices des entreprises.

L'ordonnance du 17-8-67 affirme la nécessité de réserver dans le bénéfice fiscal de l'entreprise, une part appelée « Réserve de participation » qui sera partagée entre les salariés, en fonction de la hiérarchie des salaires. Ces sommes distribuées le seront sous forme d'actions, d'obligations ou de comptes courants.

Une étude approfondie de l'ordonnance permet d'en tirer les enseignements suivants :

— L'opération ne coûtera rien au patron. C'est l'ensemble des contribuables et des consommateurs, dont nous sommes tous, qui la financeront.

Car, les sommes affectées aux salariés sont déductibles dans le calcul des impôts sur les sociétés. Ces dernières sont autorisées à constituer, en franchise d'impôt, la somme portée à la réserve de participation. C'est donc l'Etat qui finance intégralement sous forme d'exonérations fiscales, les sommes allouées à terme aux travailleurs, sur les bénéfices des grandes entreprises. « Ce n'est plus l'entreprise qui partage avec son personnel son enrichissement, elle le conserve intégralement.

C'est la Nation entière qui verse aux travailleurs une subvention, un cadeau, lequel transite pendant cinq ou huit ans dans les caisses de l'entreprise, pour des investissements que rien ne vient orienter vers les priorités de l'intérêt général. (Georges Lasserre dans « Le Monde »).

— Les salariés (et ceux des grandes entreprises seulement) ne toucheront qu'une faible part des bénéfices, et pas avant cinq ans.

Car les actionnaires, eux, sont généralement servis en priorité (5 %) et parce que le superbénéfice restant est encore réduit par le rapport charges salariales/valeur ajoutée pour être enfin divisé en deux parts égales : une pour les salariés, une pour les actionnaires.

— Par ailleurs, les travailleurs, par l'intermédiaire des syndicats ou du Comité d'entreprise, n'ont aucun droit de regard sur le calcul du bénéfice, sur la manière de partager.

Leur rôle consiste à signer ou à ne pas signer une convention sur la façon dont les sommes seront distribuées : actions, obligations, comptes courants.

— Il s'agit de faire perdre à la classe ouvrière sa conscience de classe exploitée, en lui donnant l'illusion de devenir actionnaire au même titre que les patrons. C'est dire aux travailleurs : « laissez-moi le pouvoir, je vous donnerai une indemnité dans cinq ans. Entre temps, je l'utiliserai ».

Cela ne répond pas aux aspirations des travailleurs. Ceux-ci veulent toucher sans délai le juste prix de leur travail et en choisir librement leur utilisation.

Les travailleurs pensent que l'intéressement est un vrai problème réglé par une fausse solution. Le bénéfice d'une entreprise doit appartenir à la collectivité qui l'a produit.

— L'intéressement que l'on vous propose est donc un gigantesque bluff, un mythe, une médiocre invention du capitalisme libéral pour assurer sa survie. On n'efface pas cent ans de lutte de classes par une distribution d'actions gratuites. La preuve, c'est un partisan de l'intéressement qui nous la donne lorsqu'il écrit : « Une seule porte de sortie parfaitement légale est désormais laissée au patron pour diminuer ou supprimer son impôt sur les bénéfices : l'Association-Travail ».

CORRESPONDANT H. R. DE BELLEY

— LES VIEUX TRAVAILLEURS ONT RAISON DE SE REVOLTER —

LES CONDITIONS DE VIE DES VIEUX TRAVAILLEURS SONT SCANDALEUSES

— la misère : pour la plupart, ils ne touchent pas assez pour manger à leur faim et se loger décemment (beaucoup n'ont que 133 F par mois) ;

— l'isolement : ils sont rejetés de la vie, repoussés et souvent méprisés ;
— la répression administrative : véritable mur opposé à leurs démarches ;
— paternalisme insultant des organisations d'aide ;

— l'utilisation démagogique de leur misère (vignette, petite aumône au moment des élections).

LES VIEUX TRAVAILLEURS ONT RAISON DE REVENDIQUER :

— une retraite permettant de vivre ;
— l'abaissement de l'âge de la retraite ;

— un logement décent assuré ;
— des soins médicaux gratuits ;
— la suppression des impôts ;
— la simplification des démarches administratives.

MAIS ILS ONT A FAIRE FACE AU RÉGIME CAPITALISTE.

— Durant toute leur vie de labeur,

les vieux travailleurs ont été exploités par la bourgeoisie qui ne leur donnait pour vivre que le minimum nécessaire.

— Maintenant qu'ils ne peuvent plus travailler, la bourgeoisie les rejette comme autant de fardeaux inutiles. Tout morceau de pain qui leur est donné est encore de trop aux yeux des exploités. Aussi pour obtenir chaque parcelle de ces revendications, il faudra mener une lutte résolue contre la bourgeoisie et l'Etat-patron qui est son instrument.

C'est la lutte commune des vieux, des travailleurs actifs et des étudiants révolutionnaires qui fera céder les capitalistes. Il faut que les travailleurs actifs, les seuls à pouvoir prendre en main les intérêts de tout le peuple, luttent pour la satisfaction des revendications des vieux travailleurs.

● BRISONS L'ISOLEMENT DES VIEUX TRAVAILLEURS.

● DEVELOPPONS LA SOLIDARITE DE LUTTE ENTRE VIEUX TRAVAILLEURS, TRAVAILLEURS ACTIFS ET ETUDIANTS REVOLUTIONNAIRES.

Comité de l'Humanité Rouge du 10^e

LA SEYNE

Un rond de cuir de la C.G.T.

Nous avons dénoncé dans Provence Rouge (ne paraît plus) les contradictions dans lesquelles se trouve souvent le secrétaire de l'U.D. André Tourtin, qui se considère comme le dépositaire des idées du général. Nous avons démontré avec des arguments visiblement très clairs qu'il se donnait la pioche sur les pieds sans se rendre compte naturellement de ses mouvements désordonnés. Nous nous permettrons de rappeler qu'il fut à l'origine du départ d'un membre de la Commission Administrative de l'U.D., lequel devint plus tard secrétaire de la C.F.D.T. et avec qui, maintenant Tourtin doit traiter d'égal à égal s'il veut engager un mouvement revendicatif à caractère général. Il se soumet aux volontés du secrétaire de l'U.D.-F.O. pour l'utilisation de la Bourse du Travail dont l'application de l'horaire de fréquentation n'est pas favorable à l'activité de nos syndiqués. Tourtin ne s'est jamais révolté contre ce système de servage parce qu'il n'a pas l'envergure du général, comme il le prétend. Il domine dans la C.A. composée d'une pléiade d'opportunistes révisionnistes, aussi peu révolutionnaires que Tourtin lui-même. Nous savons évidemment que Tourtin est un être courageux comme un lapin de garenne, car au moment de l'invasion par la police de la Bourse du Travail en 1952, Tourtin avait pris le large et il a fallu aller le chercher à Sainte-Maxime, où il était caché, avec une frousse formidable d'aller en prison. Naturellement il peut dominer et commettre tous les actes arbitraires envers les syndicats ou les syndiqués dans sa fonction, car il est inamovible, et il le sait, étant membre du comité de la fédération varoise du P. « C. » F. et, comme ladite fédération a la direction spirituelle effective de l'U.D., Tourtin étant discipliné et soumis, il ne risque pas de perdre la place qu'il occupe depuis une vingtaine d'années sans avoir fait un grand travail, au contraire ; car dans le département le mouvement syndical laisse bien à désirer. Tourtin n'a pas fait effectivement grand chose pour ce mouvement depuis qu'il occupe cette place. Il est présent aux heures de service pour chauffer le rond de cuir de sa chaise, comme disait Bartolini à l'adresse de Golezi, l'ancien secrétaire de la fédération révisionniste du Var.

Voilà comment notre mouvement syndical cégétiste est dirigé depuis des années, la C.A. étant composée d'éléments soumis et par conséquent impuissants à faire éclater une volonté dont ils ne disposent pas ; ce sont les esclaves d'un appareil sclérosé qui domine en maître, et prétend se faire passer pour révolutionnaire.

Dans ces conditions les travailleurs se trouvent en face d'une classe qu'ils n'ont jamais pensée rencontrer dans leur société, et pour comble d'ironie, cette classe-là est dans l'organisation syndicale qui devait les protéger et

les défendre. Il y a des ouvriers qui n'ont jamais pensé à cela car ils ont considéré les camarades qu'ils ont placés dans des postes de responsabilité comme des éléments propres, dévoués à la cause de la classe ouvrière. Et bien non, les camarades qui ont pensé ainsi se sont lourdement trompés.

Waldeck Rochet, secrétaire du P. « C. » F., disait un jour à propos des membres de son parti qui soulevaient des critiques : « nous sommes un parti de volontaires, personne ne nous oblige d'y rester ; les camarades qui se trouvent ne pas être contents, peuvent s'en aller ». Voilà le problème bien simplifié. Dans les syndicats nous avons ses émules qui s'arrogent le droit de nous dicter leur loi, et ils nous répondent si nous faisons la critique : « mais vous pouvez partir si cela ne vous plaît pas, nous nous demandons pourquoi vous restez ici ». Evidemment le statut n'est que chiffon de papier. Voilà la clique qui prétend s'imposer dans les organismes que nous tous nous avons créé pour notre défense. Vous trouvez des travailleurs, nos camarades, qui acceptent cela et parfois prennent la défense de cette nouvelle classe exploiteuse. Pourquoi et comment sommes-nous arrivés à ce stade ?

Il faut savoir que les permanents du mouvement syndical, de type Tourtin, sont en majorité membres du P. « C. » F. qui n'est plus un parti révolutionnaire marxiste-léniniste mais un parti conservateur qui aspire depuis longtemps à s'installer au milieu de la petite et moyenne bourgeoisie pour conquérir une place fructueuse dans les rouages gouvernementaux et de l'Etat. Pour cela, ce parti a fait toute sorte de concessions à cette bourgeoisie. Il s'est humilié d'une façon déconcertante devant le parti socialiste et Guy Mollet, secrétaire général de ce parti, pour obtenir le strapontin désiré, cependant il a reçu des coups de pied dans le derrière sans rougir, ce que tout le monde peut constater en ce moment pour les élections présidentielles.

Les permanents syndicaux ont reçu la consigne de vider les syndicats de tous les éléments communistes véritables et cela pour donner un gage suffisant à cette bourgeoisie qui n'est pas assez convaincue de leur bonne foi et de leur esprit de soumission. Voilà pourquoi ils ont trahi la classe ouvrière à Grenelle et Tilsitt. Voilà les larbins de la bourgeoisie au milieu des travailleurs et à la direction des syndicats. Notre action à nous, travailleurs, doit être en premier lieu d'agir dans le sens de convaincre nos camarades de prendre position dans le mouvement syndical pour arriver à éliminer cette classe de traîtres de la direction de nos syndicats et installer à leur place des ouvriers authentiques, des révolutionnaires.

Un lecteur de La Seyne.

SUR LE FRONT PAYSAN

A PROPOS DE L'INDEMNITÉ VIAGÈRE DE DÉPLACEMENT

Cet article nous donne l'occasion de préciser les grandes lignes de la position des marxistes-léninistes sur la question des petits paysans.

Pourquoi défendons-nous, sur le problème de l'indemnité viagère de déplacement, les petits paysans ? Défendons-nous par-là la petite propriété paysanne ?

Soyons clairs : notre position fondamentale envers cette question est :

1° Nous expliquons aux petits paysans que le capitalisme pour eux c'est la disparition, la ruine certaine et les faits se chargent bien de le démontrer à chaque petit paysan (concentration des terres, ruines, etc.).

2° Au capitalisme qui ruine définitivement le petit paysan et à la propriété individuelle nous opposons le socialisme et la voie de la coopérative de production qui assurera une vie décente au petit paysan. Précisons bien les choses : il n'est pas question d'user de la force envers les petits paysans mais de la persuasion par l'exemple. En France, l'existence d'un secteur de grande propriété capitaliste et de fermage (fermiers et métayers = 20 % du nombre des exploitations et 44 % des superficies) faciliterait les choses : ce secteur serait directement, immédiatement transformé en secteur socialiste, c'est-à-dire remise des biens à ceux qui travaillent et organisation en coopérative.

L'exemple de ce secteur socialiste dynamique montrerait, concrètement au paysan la supériorité du regroupement en coopérative.

Mais dans l'immédiat ? Et que deviendront les petits paysans après la prise du pouvoir par le prolétariat ?

Répondons d'abord à la deuxième question : Lénine avait déjà souligné la nécessité d'un « programme agricole transitoire » pour la France et soulignait que « l'application immédiate du communisme intégral aux conditions de la petite économie paysanne serait profondément erronée », les grands points de ce programme transitoire exigent :

— libre passage des paysans au socialisme et amélioration immédiate de leur situation ;

— confiscation immédiate à ceux qui ne travaillent pas la terre, remise des terres à ceux qui la cultivent et formation de coopératives de production ;

— assurer aux petits propriétaires la jouissance permanente (et héréditaire) de leurs terres ;

— nécessité de mener « l'éducation communiste de la classe paysanne » (Lénine, t. 33, p. 128).

La situation a changé depuis ces textes de 1921 (concentration capitaliste accélérée) mais les principes qu'ils énoncent restent pleinement valables pour le secteur important de la petite exploitation (la catégorie la plus nombreuse d'exploitations est celle de 10 à 20 ha : 23,5 %, pour une superficie de 23,4 % seulement ; autre chiffre, 44,5 % des exploitations sont de 0 à 20 ha), la concentration des terres se faisant surtout au profit des exploitations de 50 à 100 ha : 3,3 % en nombre et 15,5 % en superficie... et contre la petite propriété (1 à 5 ha, 28,3 % du nombre et seulement 5,5 % de la superficie). Les révisionnistes essaient de masquer cela en mettant ensemble dans leurs statistiques petites propriétés de 1 à 5 ha et celles jusqu'à 20 ha. Or l'évolution de ces deux types d'exploitations est très différente ! L'exploitation de 1 à 5 ha est très touchée. La politique agraire révisionniste reflète les illusions des propriétaires moyens (autour de 20 ha) : la volonté de maintien de la propriété individuelle contre la concentration capitaliste. Or la propriété individuelle est historiquement condamnée. Nous devons dissiper les illusions sur ce point. Aussi la masse des paysans moyens ne peut être gagnée du jour au lendemain à la cause du prolétariat, il faudra, pour les rallier en grand nombre, que la crise les touche (ce qui est inévitable), et une forte organisation de la classe ouvrière. Notre action envers eux reste pour le moment au niveau de la propagande générale.

Nous nous éloignons de la question de la défense des paysans pauvres, semble-t-il ! Pas du tout pour ce qui est du travail immédiat à faire, il s'agit :

— tout d'abord du travail envers les ouvriers agricoles qui sont des prolétaires au même titre que les ouvriers de l'industrie (comités de lutte de salariés agricoles) ;

— et ensuite envers les paysans pauvres menacés de ruine prochaine (cf. le plan Mansholt) : pour eux le problème est immédiat et nous devons tout faire pour les défendre contre les sales moyens et combines capitalistes pour les faire disparaître (l'indemnité viagère de déplacement en est un exemple). Sans toutefois se faire d'illusions sur l'issue de telles luttes difficiles à gagner.

Engels écrivait déjà : « Plus grand sera le nombre de paysans auxquels nous éviterons la chute dans le prolétariat, que nous pourrons encore conquérir en tant que paysan, plus la transformation sociale sera rapide et facile ». Seuls des propagandistes bornés ne veulent voir que la volonté, sans aucun doute réactionnaire, du petit paysan de maintenir la petite propriété et laissent dans l'ombre la nécessité de transformer cette mauvaise chose, mais qui a des motifs bien concrets dans la situation désastreuse des petits paysans, une bonne chose pour le prolétariat : objectivement, les petits paysans et notamment ceux menacés rapidement de disparaître (huit petits paysans sur dix selon le plan Mansholt) combattent le capitalisme.

La révolution prolétarienne ne peut triompher sans leur appui en France.

Pour cela la création de comités de paysans pauvres en dehors des organisations syndicales représentant les intérêts des gros propriétaires ou ceux comme le M.O.D.E.F. qui entretiennent les illusions du paysan sur le maintien de la petite propriété est le bon moyen.

Le développement de la situation montrera combien les marxistes-léninistes avaient raison de dire que la disparition de la petite propriété est fatale et montrera concrètement aux petits paysans que la voie du salut est avec le prolétariat contre le capitalisme.

)(— Cet article de présentation a essayé de présenter les principes généraux marxistes-léninistes sur la question agricole en France ; il faudrait bien sûr étudier plus complètement la situation de l'agriculture à l'ère du capitalisme monopoliste d'Etat et toute ses conséquences (les chiffres sont tirés de statistiques bourgeoises et datent un peu).

H. R.

Le Journal officiel du 21 mars a publié un décret qui étend à l'ensemble du territoire métropolitain l'octroi de l'indemnité viagère de déplacement à l'âge de soixante ans alors que jusqu'ici cette loi ne s'appliquait que dans les « zones de rénovation rurale », les « zones de montagnes » ; mais les conditions à remplir pour percevoir l'indemnité viagère de déplacement (I.V.D.) à 60 ans dans les régions concernées sont encore plus sévères que dans les zones qui en bénéficiaient jusqu'alors. Il faut rappeler que pour percevoir l'I.V.D., il faut que le propriétaire d'une exploitation la cède à des « organismes compétents », S.A. F.E.R., sociétés, etc. ; dans la nouvelle disposition, la disparition de l'exploitation est toujours exigée, ce qui exclut de l'I.V.D. à 60 ans tous les vieux agriculteurs qui cèdent la terre à un membre de leur famille (fils, gendre), ce qui en diminue singulièrement la portée.

Mais ce qui est très grave, c'est le fait que seul le préfet du département intéressé est autorisé, en application de l'article 3 du décret « à apprécier cas par cas le mérite des demandes, en tenant compte de la destination des terrains concernés et dans la limite des crédits mis à la disposition du département » ; ce qui signifie en clair que les préfets disposent des pleins pouvoirs pour octroyer ou refuser l'I.V.D., compte tenu de critères ou de conditions dont ils seront seuls juges et des crédits disponibles. En fait c'est la porte grande ouverte au favoritisme et à l'arbitraire ; en fait seule une minorité d'agriculteurs pourra bénéficier de l'I.V.D. L'I.V.D. pourra toujours être refusée en prenant pour prétexte soit l'insuffisance des crédits, le manque d'intérêt technique et économique des cessions, les critères régionaux, etc., le préfet décidant et jugeant seul en dernier ressort. Décidément, on ne peut pas faire mieux en fait de tromperie et d'hypocrisie.

Certes, nos gouvernants agents d'exécution fidèles et porte-paroles des milieux financiers bancaires et industriels et des gros agrariens, une fois de plus ont pris en considération leurs intérêts propres. Cela va dans le sens de la logique du régime : le contraire aurait été étonnant. Mais là où nous ne sommes pas d'accord, c'est lorsqu'à propos d'une loi en fait profondément réactionnaire (1) et antipaysanne, on fasse de la démagogie. En fait, ce décret a l'aspect d'une opération « poudre aux yeux », puisque d'un côté l'on prétend étendre l'attribution de l'I.V.D. à 60 ans à toute la France, alors que de l'autre côté l'on prend en même temps des dispositions pratiques permettant de la refuser sans qu'aucun recours ne soit possible.

D'autre part, cette loi va encore favoriser la concentration des terres au profit de quelques-uns puisque seuls les agriculteurs qui céderont leurs terres, soit à des sociétés foncières, soit à des gros agrariens, percevront l'I.V.D. Et il faut rappeler que selon le dernier recensement, 71 % des exploitations agricoles ont moins de 20 hectares ; 57 % des chefs d'exploitations ont plus de 50 ans et 300 000 d'entre eux ont dépassé 65 ans. Le 1^{er} décembre dernier on comptait seulement 134 443 titulaires de l'I.V.D. Il

d'éléments extérieurs à cette Cité et de quelques fascistes français. Ils prétendent représenter les Vietnamiens de la Cité alors qu'ils ne sont en fait parmi eux qu'une minorité ; et ceci malgré les critères d'admission favorables aux régimes réactionnaires et aux administrations fantoches (1). Toutes les gesticulations de ces traîtres à leur patrie ne font que mettre en lumière leur isolement et leur défaite, tandis que le peuple vietnamien approche de la victoire totale.

HORS DU VIETNAM L'AGRESSEUR U.S. ! LE PEUPLE VIETNAMIEEN VAINCRA !
Comité d'Action Cité.

(1) Ces planqués sont évidemment des fils à papa de la grande bourgeoisie impérialiste du Vietnam, qui assure... à Paris sa survie impossible au Vietnam H.R.

non - au marché commun des gros agrariens
- au plan mansholt & boulin
- au régime gaulliste et à ses valets

F.N.S.E.A., C.N.J.A. et M.O.D.E.F. = TRAHISON

à bas les accapareurs non-agriculteurs

POUR - la terre à ceux qui la travaillent
- l'unité ouvriers paysans étudiants

LE SOCIALISME

Organisons-nous !

Créons des

COMITÉS de PAYSANS PAUVRES

PROVENCE rouge

L'HUMANITÉ rouge

Affiche réalisée par des militants paysans.

est évident que la mise en application de cette loi va encore accentuer l'élimination des petits et moyens cultivateurs ; or jusqu'à présent à notre connaissance aucune réaction n'a été enregistrée de la part des syndicats pour s'opposer à cette loi y compris le M.O.D.E.F.

Certes, nous ne nous opposons pas à ce que les vieux agriculteurs perçoivent l'I.V.D., ce que nous n'admettons pas, c'est l'obligation qui est faite aux travailleurs ruraux de céder leurs terres aux gros agrariens aux fins de concentration et de « rentabilité ». Nous préconisons que l'aide de l'Etat soit consentie aux paysans pauvres et moyens, par des crédits, par la diminution de leurs charges, par des prix à la production ou rémunérateurs, etc., ce qui n'est qu'un vœu pieux, hélas, car le capitalisme mène une politique contraire aux aspirations des masses paysannes et nous savons très bien qu'un tel régime est incapable de résoudre les problèmes qui se posent. Il faut que les paysans pauvres eux-mêmes prennent leur destin en main ; il faut premièrement qu'ils ne fassent plus confiance aux gros agrariens qui sont à la tête des syndicats réactionnaires, la F.N.S.E.A. et le C.N.J.A. ; tout le monde sait que ces gens-là se sont vendus au pouvoir et qu'ils trahiront encore et toujours.

Puis il importe coûte que coûte, impérieusement, que les paysans pauvres se défendent eux-mêmes en créant leurs propres organisations populaires et syndicales ; par exemple des comités de paysans pauvres se sont créés en certains endroits. Mais c'est aux paysans eux-mêmes qu'il appartient de déterminer dans chaque cas suivant les conditions locales, les formes de luttes qu'il convient d'adopter ainsi que les formes d'organisation susceptibles d'impulser la lutte des classes dans les campagnes. La lutte des travailleurs, ouvriers, intellectuels, artisans, employés, paysans pauvres forme un tout et celle des paysans pauvres constitue un facteur non négligeable de la lutte générale ; c'est pour cette raison que nous appelons les travailleurs ruraux (paysans pauvres, ouvriers agricoles) à la lutte et à créer dans ce but leurs propres organisations politiques et syndicales.

Un correspondant paysan

VIVE LA SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE VIETNAMIEEN EN LUTTE !

Samedi 3 mai a eu lieu, à la Maison Internationale de la Cité universitaire, boulevard Jourdan, Paris, un meeting de solidarité avec le peuple vietnamien, en présence de délégués du F.N.L. et de la R.D.V. à la Conférence de Paris sur le Vietnam, ceci, malgré les provocations répétées des fantoches saïgonnais (dans la nuit du 2 au 3, arrachage systématique dans tous les pavillons, des affiches annonçant le meeting, le 3 à midi, dans le hall de la Maison Internationale, intervention d'un commando arrachant les affiches et provoquant des patriotes vietnamiens, forçage de la serrure d'un panneau vitré). De plus, dès 19 h 30, un groupe de fantoches, dont la plupart venait de l'extérieur, avait pris position sur la pelouse, tout d'abord distribuant des tracts dénonçant l'éternel « Péril rouge », mais se gardant bien de parler

des 550 000 Américains stationnés au Vietnam avec leurs B 52, leur napalm et leurs crimes de guerre... d'ailleurs inefficaces ! Peu après ces mêmes individus revenaient armés de gourdin, dans le but évident de saboter le meeting. La présence d'un grand nombre de progressistes résolus à protéger le meeting les tint en échec.

Ils n'ont donc pu empêcher ce meeting de rassembler environ 800 personnes venues manifester leur soutien au peuple vietnamien, dont la victoire sur l'agression américaine devient chaque jour plus évidente.

Dans cette situation, les derniers fantoches, aux abois, se démentent avec l'énergie du désespoir, à Paris comme à Saïgon. C'est dans ce cadre que s'inscrit la tentative avortée de sabotage de quelques résidents de la Cité avec l'appu

« LE PROCES

DES GUADELOUPEENS »

(Les 18 patriotes inculpés jugent le colonialisme. Leur procès devant la Cour de Sécurité de l'Etat Français, 19 février - 1^{er} mars 1968)

En vente dans les librairies progressistes et au « Phénix », 70, bd de Sébastopol, Paris (3^e)

Nous avons publié dans les trois numéros précédents le rapport du camarade Lin Piao au 9^e Congrès du P.C.C. Avant de tirer les premiers enseignements, pour nous en France, de ce document capital du mouvement communiste marxiste-léniniste, nous publions cette semaine les nouveaux statuts du glorieux Parti Communiste Chinois, adoptés le 14 avril 1969.

En tant qu'exemple vivant d'application des princi-

pes marxistes-léninistes et de la pensée de Mao Tsé-toung aux conditions concrètes de la Chine, ces statuts ont donc une très grande importance pour l'organisation des révolutionnaires du monde entier.

Ces statuts marquent la naissance au monde du premier Parti qui se soit forgé au feu de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, et qui applique pleinement cette directive récente du Président Mao :

L'homme a des veines qui, par l'intermédiaire du cœur, permettent la circulation du sang et il respire par les poumons, expirant le gaz carbonique et aspirant l'oxygène frais. C'est rejeter ce qui est altéré et absorber le nouveau. De même, un parti prolétarien doit rejeter ce qui est altéré et absorber le nouveau pour être plein de dynamisme ; sans rejet des déchets et absorption de sang nouveau, le Parti ne saurait être dynamique.

LES STATUTS DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

(adoptés le 14 avril 1969, par le 9^e Congrès du Parti Communiste Chinois)

Chapitre I - Programme général

Le Parti Communiste Chinois est un parti politique prolétarien.

Le programme fondamental du Parti Communiste Chinois est de renverser définitivement la bourgeoisie et toutes les autres classes exploiteuses, de substituer la dictature du prolétariat à la dictature de la bourgeoisie, d'assurer le triomphe du socialisme sur le capitalisme. Le but final du Parti est la réalisation du communisme.

Le Parti Communiste Chinois est composé d'éléments avancés du prolétariat ; il est une organisation d'avant-garde, dynamique, qui dirige le prolétariat et les masses révolutionnaires dans leur combat contre l'ennemi de classe.

Le fondement théorique sur lequel le Parti Communiste Chinois guide sa pensée c'est le marxisme, le léninisme, la pensée-Maotsetoung. La pensée-Maotsetoung est le marxisme-léninisme de l'époque où l'impérialisme va à son effondrement total et où le socialisme marche vers la victoire dans le monde entier.

Pendant un demi-siècle, au cours des grandes luttes qu'il a dirigées dans l'accomplissement de la révolution de démocratie nouvelle et dans la révolution et l'édification socialistes en Chine, de même qu'au cours de la grande lutte du mouvement communiste international contemporain contre l'impérialisme, le révisionnisme moderne et toute la réaction, le camarade Mao Tsé-toung a uni la vérité universelle du marxisme-léninisme à la pratique concrète de la révolution, continué, sauvegardé et développé le marxisme-léninisme, et il l'a fait accéder à une étape supérieure, toute nouvelle.

Le camarade Lin Piao a toujours porté haut levé le grand drapeau rouge de la pensée-Maotsetoung. Il applique et défend avec la plus grande loyauté et la plus grande fermeté la ligne révolutionnaire prolétarienne du camarade Mao Tsé-toung. Le camarade Lin Piao est le proche compagnon d'armes et le successeur du camarade Mao Tsé-toung.

Le Parti Communiste Chinois ayant le camarade Mao Tsé-toung pour dirigeant est un grand, un glorieux et un juste parti, il constitue le noyau dirigeant du peuple chinois. Il s'est aguerri dans la longue lutte de classes qu'il a menée pour prendre et consolider le pouvoir par les armes, s'est renforcé et développé dans la lutte contre les lignes opportunistes de droite et « de gauche » et, plein de confiance, il avance vaillamment sur la voie de la révolution et de l'édification socialistes.

La société socialiste s'étend sur une assez longue période historique. Tout au long de cette période existent les classes, les contradictions de classes et la lutte de classes, de même que la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste, le danger d'une restauration du capitalisme, ainsi que la menace de subversion et d'agression de la part de l'impérialisme et du révisionnisme moderne. Toutes ces contradictions ne peuvent être résolues que grâce à la théorie marxiste de la révolution continue et à la pratique guidée par cette théorie. La Grande Révolution Culturelle Proletarienne en Chine est précisément une grande révolution politique que le prolétariat mène, dans les conditions du socialisme, contre la bourgeoisie et toutes les autres classes exploiteuses.

Tout le Parti doit porter haut levé le grand drapeau rouge du marxisme, du léninisme, de la pensée-Maotsetoung et diriger les centaines de millions d'hommes de nos diverses nationalités dans la poursuite des trois grands mouvements révolutionnaires que sont la lutte de classes, la lutte pour la production et l'expérimentation scientifique, dans la consolidation et le renforcement de la dictature du prolétariat, et dans l'édification du socialisme selon les principes suivants : Indépendance et autonomie ; compter sur ses propres forces ; travailler dur ; déployer tous ses efforts ; aller toujours de l'avant ; quantité, rapidité, qualité et économie.

Fermement attaché à l'internationalisme prolétarien, le Parti Communiste Chinois s'unit résolument avec les partis et groupements marxistes-léninistes authentiques, avec le prolétariat, et les peuples et nations opprimés du monde entier dans la lutte menée en commun pour abattre l'impérialisme ayant à sa tête les Etats-Unis, le révisionnisme moderne ayant pour centre la clique des renégats révisionnistes soviétiques, ainsi que toute la réaction, et parvenir à l'abolition sur le globe du système d'exploitation de l'homme par l'homme, qui apportera l'émancipation à toute l'humanité.

Les membres du Parti Communiste Chinois, qui ont fait serment de consacrer leur vie à la cause du communisme, doivent s'armer de résolution, ne reculer devant aucun sacrifice et surmonter toutes les difficultés pour remporter la victoire !

Chapitre 2 - Les membres

ARTICLE 1

Peut être membre du Parti Communiste Chinois tout ouvrier, paysan pauvre, paysan moyen-pauvre, militaire révolutionnaire et autre révolutionnaire chinois, ayant dix-huit ans révolus, qui accepte les Statuts du Parti, adhère à l'une de ses organisations et y milite activement, applique les résolutions du Parti, observe la discipline du Parti et acquitte ses cotisations.

ARTICLE 2

Celui qui demande à entrer au Parti doit suivre la procédure d'admission individuelle, être présenté par deux membres du Parti et remplir une demande d'admission ; une enquête sera faite à son sujet par la cellule, qui recueillera largement l'opinion des masses au sein et en dehors du Parti ; sa demande doit être acceptée par l'assemblée générale de la cellule et l'admission ratifiée par le comité du Parti immédiatement supérieur.

ARTICLE 3

Tout membre du Parti Communiste Chinois doit :

- 1) Etudier et appliquer de façon vivante le marxisme, le léninisme, la pensée-Maotsetoung ;
- 2) Lutter pour les intérêts de l'immense majorité de la population de la Chine et du monde ;
- 3) Etre capable de s'unir avec le plus grand nombre, y compris ceux qui, à tort, se sont opposés à lui, mais qui se corrigent sincèrement de leurs erreurs. Cependant, il faut être particulièrement vigilant afin d'empêcher les arrivistes, les comploteurs et les individus à double face d'usurper la direction du Parti et de l'Etat, à quelque échelon que ce soit, et de garantir que la direction du Parti et de l'Etat soit à jamais entre les mains des révolutionnaires marxistes ;
- 4) Consulter les masses pour tout problème ;
- 5) Pratiquer courageusement la critique et l'autocritique.

ARTICLE 4

Si un membre commet une infraction à la discipline du Parti, l'organisation du Parti de l'échelon intéressé, dans les limites de ses attributions et selon le cas considéré, lui appliquera l'une des sanctions suivantes : avertissement, blâme, destitution des fonctions au sein du Parti, mise en observation, exclusion du Parti.

La mise en observation d'un membre est de deux ans au plus. Pendant la durée de cette mise en observation, il n'a pas le droit de vote ni le droit d'être élu.

Quant aux membres qui restent dans l'inertie et ne font aucun progrès en dépit des efforts pour les éduquer, il faut les persuader de se retirer du Parti.

Quand un membre demande à quitter le Parti, sa radiation doit être confirmée par l'assemblée générale de la cellule qui en informe le comité du Parti immédiatement supérieur en vue d'enregistrement. En cas de nécessité, la radiation peut être portée à la connaissance des masses en dehors du Parti.

Les renégats, les agents secrets, les responsables obstinément engagés dans la voie capitaliste, les éléments dégénérés et les éléments étrangers à nos rangs de classe, contre lesquels on possède des preuves irrécusables, seront expulsés du Parti et ne seront jamais autorisés à le réintégrer.

Chapitre 3 - Le principe d'organisation du Parti

ARTICLE 5

Le principe d'organisation du Parti est le centralisme démocratique. Les organes de direction à tous les échelons du Parti sont élus par voie de consultation démocratique.

Tout le Parti doit se soumettre à une discipline unique : l'individu doit se soumettre à l'organisation, la minorité à la majorité, l'échelon inférieur à l'échelon supérieur et l'ensemble du Parti au Comité central.

Les organes de direction à tous les échelons du Parti doivent régulièrement rendre compte de leur travail aux congrès ou aux assemblées générales des membres, recueillir constamment au sein et en dehors du Parti l'opinion des masses et accepter leur contrôle. Tout membre a le droit d'adresser des critiques et des suggestions aux organisations du Parti et aux dirigeants à tous les échelons. Tout membre, qui est en désaccord avec les résolutions ou instructions des organisations du Parti, est autorisé à réserver son opinion et a le droit de s'adresser directement aux échelons supérieurs, et ce jusqu'au Comité central et au président du Comité central. Il faut créer une atmosphère politique où règnent à la fois le centralisme et la démocratie, la discipline et la liberté, l'unité de volonté et, pour chacun, un état d'esprit fait de satisfaction et d'entraînement.

Les organes du pouvoir d'Etat de la dictature du prolétariat, l'Armée populaire de Libération, ainsi que la Ligue de la Jeunesse communiste, les organisations des ouvriers, des paysans pauvres et moyens-pauvres, des gardes rouges et les autres organisations révolutionnaires de masse doivent se soumettre sans exception à la direction du Parti.

ARTICLE 6

L'organe suprême de direction du Parti est le congrès national et, dans l'inter-

valle des congrès, le Comité central élu par lui. L'organe de direction du Parti, sur le plan local, dans l'Armée et dans les différents départements, est le congrès ou l'assemblée générale des membres de l'échelon correspondant ainsi que le Comité du Parti qui en est issu. Les congrès du Parti à tous les échelons sont convoqués par les comités du Parti des échelons correspondants.

Sur le plan local et dans l'Armée, la convocation des congrès du Parti et la liste des membres élus des comités respectifs doivent être soumises à l'approbation des organisations de l'échelon supérieur.

ARTICLE 7

Les comités du Parti aux différents échelons établissent des bureaux de travail ou délèguent leurs organismes représentatifs, conformément aux principes de direction unique, de liaison étroite avec les masses et d'administration simplifiée.

Chapitre 4 - L'organisation centrale du Parti

ARTICLE 8

Le congrès national du Parti est convoqué tous les cinq ans. Dans des cas exceptionnels, sa convocation peut être avancée ou retardée.

ARTICLE 9

La session plénière du Comité central du Parti élit le Bureau politique du Comité central, le Comité permanent du Bureau politique ainsi que le président et le vice-président du Comité central.

La session plénière du Comité central du Parti est convoquée par le Bureau politique du Comité central.

Dans l'intervalle des sessions plénières du Comité central, le Bureau politique du Comité central et son Comité permanent exercent les fonctions du Comité central.

Sous la direction du président, du vice-président et du Comité permanent du Bureau politique du Comité central, seront établis les organismes indispensables, simples mais efficaces, qui régleront de manière centralisée les affaires courantes du Parti, du gouvernement et de l'Armée.

Chapitre 5 - L'organisation du Parti sur le plan local et dans l'armée

ARTICLE 10

Les congrès du Parti, sur le plan local, à l'échelon du district et au-dessus, et dans l'Armée populaire de Libération, à l'échelon du régiment et au-dessus, sont convoqués tous les trois ans. Dans des cas exceptionnels, leur convocation peut être avancée ou retardée.

Les comités du Parti aux différents échelons, sur le plan local et dans l'Armée, élisent leurs comités permanents ainsi que leurs secrétaires et secrétaires adjoints.

Chapitre 6 - L'organisation de base du Parti

ARTICLE 11

Il sera créé en général une cellule dans chacune des unités de base : usines, mines et autres entreprises, communes populaires, organismes, écoles, magasins, organisations de quartier, compagnies de l'Armée populaire de Libération, etc. ; une cellule générale ou un comité de base peut être établi lorsque les membres du Parti sont nombreux ou que la lutte révolutionnaire l'exige.

Dans les organisations de base du Parti, les élections ont lieu une fois par an. Dans des cas exceptionnels, elles peuvent être avancées ou retardées.

ARTICLE 12

Les organisations de base du Parti doivent porter haut levé le grand drapeau rouge du marxisme, du léninisme, de la pensée-Maotsetoung, donner la primauté à la politique prolétarienne et faire s'épanouir le style qui consiste à unir la théorie et la pratique, à se lier étroitement aux masses populaires, à pratiquer la critique et l'autocritique. Leurs tâches principales sont les suivantes :

- 1) Diriger les membres du Parti et les larges masses révolutionnaires dans l'étude et l'application vivantes du marxisme, du léninisme, de la pensée-Maotsetoung ;
- 2) Eduquer constamment les membres du Parti et les larges masses révolutionnaires dans l'esprit de la lutte de classes et de la lutte entre les deux lignes, les diriger dans une lutte résolue contre l'ennemi de classe ;
- 3) Propager et matérialiser la politique du Parti, appliquer ses résolutions, accomplir les tâches assignées par le Parti et l'Etat ;
- 4) Se lier étroitement aux masses, se tenir constamment au courant de leurs opinions et de leurs désirs, développer au sein du Parti une lutte idéologique positive afin que la vie du Parti soit pleine de dynamisme ;
- 5) Recruter de nouveaux adhérents, appliquer la discipline du Parti, procéder constamment à la consolidation des organisations du Parti, rejeter ce qui est altéré et absorber le nouveau, afin de maintenir les rangs du Parti dans toute leur pureté,

LE "SOCIALISTE" WILSON A L'ŒUVRE : diplomatie de la cannonière et lois scélérates

Les travailleurs britanniques ont de la chance : ils ont un gouvernement « socialiste ». A vrai dire, cependant, ils ont tendance à se montrer de plus en plus ingrats : le 1^{er} mai (qui n'est pas férié en Grande-Bretagne), plus de cent mille d'entre eux ont fait grève malgré l'opposition des bonzes travaillistes des Trades-Union contre le projet de loi... antigève du gouvernement Wilson. Au premier rang de cette lutte, les typos, les dockers et les gars de l'industrie automobile.

Mais ce n'est là que le dernier développement de la lutte qui oppose les éléments les plus conscients de la classe ouvrière britannique aux dirigeants travaillistes.

La faillite de ceux-ci est éclatante dans tous les domaines. Rappelons les points les plus importants :

— effondrement et dévaluation de la Livre Sterling, et dégradation concomitante du pouvoir d'achat des travailleurs.

— Crise économique aiguë en Ecosse, au Pays de Galles et en Irlande du Nord, avec comme conséquence, la remise en cause par une partie au moins des peuples écossais et gallois, de la structure unitaire de la Grande-Bretagne.

— Quant à l'Irlande du Nord, la révolte du prolétariat catholique a mis en outre en évidence les structures ultra-réactionnaires de cette région, protégées par le gouvernement de Londres.

— L'abominable tuerie du Biafra se poursuit, pour l'essentiel avec la bénédiction et grâce à l'aide matérielle du gouvernement Wilson (et des révisionnistes russes).

— L'affaire d'Anguilla, cette petite île des Antilles, en révolte contre l'impérialisme britannique, a donné l'occasion à Wilson de se couvrir de ridicule en ressuscitant la diplomatie de la cannonière.

Mais c'est sans contester l'effondrement de la Livre et les conséquences graves qui en résultent pour le peuple britannique qui ont provoqué la crise actuelle.

**OU MENE LA GERANCE LOYALE
DU SYSTEME CAPITALISTE**

Le nouvel an 1969 s'annonça d'emblée sous d'assez sombres auspices.

Dans son message du nouvel an, Wilson annonçait entre autres que son gouvernement « continuera activement » à agir pour remettre en ordre le système monétaire international, et poursuivra « la politique qui est nécessaire pour que la nation tire le plus grand avantage des sacrifices qui ont été consentis et de ceux qui devront encore être faits ».

A peu près vers la même époque, le ministre de la « productivité » du gouvernement Wilson, Barbara Castle sortit de ses cartons un projet de limitation du droit de grève qui aurait fait hésiter le très réactionnaire feu Winston Churchill lui-même.

Précisons que ladite Barbara, qui fut jadis travailliste de « gauche », s'était illustrée quelques mois plus tôt en refusant aux ouvrières de l'industrie automobile l'égalité des salaires avec leurs camarades masculins, revendication pour laquelle elles s'étaient mises en grève. La « camarade » Ministre touche certes le même traitement que ses complices masculins, mais cela ne lui donne pas mauvaise conscience. Ne mélangeons pas les problèmes.

Le projet de loi anti-grève est donc dans la logique de la politique suivie par Wilson et Barbara Castle. Il prévoit notamment :

1) Pour les grèves non officielles, un temps de réflexion pouvant aller jusqu'à deux mois, dans l'esprit de la loi américaine Taft-Hartley ;

2) Pour les grèves officielles susceptibles de porter préjudice à l'économie du pays, l'organisation obligatoire de scrutins secrets parmi les travailleurs ;

3) La mise sur pied d'une « commission sur les relations dans le milieu industriel » qui aurait dans certains cas le pouvoir de faire appliquer obligatoirement ses décisions.

Des clauses pénales sont prévues en cas d'observation de la loi.

Les commentateurs de ce texte ont été unanimes à constater la parenté étroite de ce projet de loi scélérate avec la fameuse loi Taft-Hartley grâce à laquelle les monopoles yankees ont pu infliger des coups sévères à la classe ouvrière des U.S.A.

Oh, Barbara ! Quelles fréquentations !

LE PROLETARIAT BRITANNIQUE RESISTE

Dès que ce projet de loi fut connu, ce fut une véritable levée de boucliers chez les travailleurs britanniques, qui n'avaient certes pas élu une majorité « socialiste » pour voir leur niveau de vie abaissé, leurs libertés remises en question, leur droit de grève amputé.

Les bonzes syndicaux crièrent donc casse-cou à Wilson. Il faut rappeler à ce propos que, contrairement à ce qui se passe sur le continent, les syndicats britanniques font partie intégrante du Labour party (c'est-à-dire de la social-démocratie).

Le problème pour Wilson consiste donc à faire supporter par les travailleurs le poids des difficultés de l'économie capitaliste, tout en évitant de provoquer une crise grave dans les trade-Unions et dans le parti.

C'est cette résistance du prolétariat britannique qui a fait perdre un temps « précieux » à l'équipe Wilson-Castle dans la réalisation de ses sinistres projets.

Mais l'économie britannique est menacée de catastrophe. Rares sont les entreprises qui n'ont pas de difficultés de trésorerie. Dernier en date des géants de l'industrie d'Outre-Manche menacés de banqueroute, l'Upper Clyde Shipbuilders (chantiers navals qui ont construit entre autres le Queen Elizabeth II). La direction de cette entreprise vient de demander une avance de trésorerie de 140 millions de NF (dont le tiers immédiatement) au gouvernement !

Compte tenu de la crise générale du système capitaliste, une telle situation ne peut être « redressée » que de deux façons :

— par une révolution socialiste, qui mettrait fin aux difficultés du capitalisme en liquidant le capitalisme lui-même (ne comptons pas sur Wilson pour promouvoir une telle issue à la crise).

— ou par une exploitation accrue de la classe ouvrière au moyen des procédés classiques (chômage, heures supplémentaires, accélération des cadences, etc.) ou de procédés nouveaux (lois anti-grèves).

La résistance des travailleurs britanniques a déjà eu certains résultats :

— le projet de loi est bloqué depuis quatre mois ;

— les bonzes syndicaux, plus sensibles aux pressions de la base en viennent, bon gré mal gré, à s'opposer à Wilson ;

— le groupe parlementaire travailliste lui-même renâcle devant le vote qui lui est demandé. Aux dernières nouvelles, Callaghan, ministre de l'Intérieur, s'oppose lui aussi, ouvertement, au projet Wilson-Castle.

**A BAS LES GERANTS LOYAUX
DU SYSTEME CAPITALISTE !**

Wilson, Barbara Castle et Cie ne s'émeuvent pas trop cependant. Pour ramener les députés du Labour à l'inconditionnalité, ils disposent de l'arme de la dissolution de la Chambre. Compte tenu du bilan de faillite du gouverne-

ment Wilson, MM. les députés travaillistes ne sont pas pressés de retourner devant leurs électeurs. Wilson et ses amis déclarent en outre ouvertement que leur loi sera populaire... dans la partie non ouvrière de la population et même, sera la bienvenue chez les travailleurs qui ne font jamais grève, sauf de force. Une telle loi les « protégera ». Voilà le langage du « socialiste » Wilson ! Il est clair que les travailleurs britanniques n'ont rien à attendre de tels flibustiers politiques.

Comme, par ailleurs, la voie électorale ne leur laisse le choix qu'entre la peste travailliste et le choléra conservateur, ils n'ont pas d'autre alternative que de rejeter définitivement toute illusion et se préparer à la lutte contre le capitalisme exploiteur, pour un socialisme authentique, purifié des Wilson et consorts. Et cela, ils sont de plus en plus nombreux à le comprendre.

LA PALESTINE

**AUX PREMIERS
RANGS
DE LA LUTTE
ANTI-
IMPÉRIALISTE**



Le sionisme et les origines de l'Etat d'Israël.

Au XIX^e siècle, apparaît le sionisme. Né à la suite des persécutions antisémites, il se présente comme un mouvement politique ayant pour objectif l'installation d'un foyer national juif en Palestine regroupant tous les Juifs du monde. Hertzl, fondateur de l'idéologie sioniste, écrivait dans « l'Etat juif » : « Pour l'Europe, nous constituerons là-bas un morceau de rempart contre l'Asie, nous serons la sentinelle avancée de la civilisation contre la barbarie. Nous demeurerons un état neutre en rapport constant avec toute l'Europe qui devra garantir notre existence ».

Ce mouvement devait recevoir l'aide de la puissance impérialiste alors dominante dans la région : la Grande-Bretagne, qui voyait la création d'un état juif conforme à son plan de division du Moyen-Orient en divers états théocratiques (maronite au Liban, druse au sud, alaouite au nord, etc...). En 1917, Lord Balfour (Premier Ministre Anglais) déclare à Lord Rotchild : « Le Gouvernement de Sa Majesté regarde avec faveur l'installation d'un foyer national pour le peuple juif ».

« L'agence juive mondiale » travaille pour l'immigration des Juifs de l'Europe centrale, et alors qu'au début de la Première Guerre Mondiale, les Juifs constituent 8 % de la population palestinienne et occupent 2,5 % du territoire ; en 1931, ils constituent 17 % de cette même population. En 1948, le nombre de Juifs immigrants s'élève à 650 000.

Cette implantation sioniste en Palestine ne pouvait se faire que contre les intérêts du peuple palestinien qui se révolte en 1936 (grèves générales, émeutes sanglantes...), mais la révolte est matée par l'armée impériale britannique, après 3 ans de lutte. Le 29 novembre 1947, l'O.N.U. adopte un plan de partage de la Palestine en deux Etats :

— Etat juif : 16 000 km² ;

— Etat palestinien arabe : 9 000 km².

La population étant de l'ordre de 650 000 Juifs et de 750 000 arabes.

Signalons que les Palestiniens refusèrent ce partage réalisé sans les consulter.

Mais le colonialisme sioniste ne devait pas arrêter là sa politique d'agression :

La guerre de 1948 permit aux Sionistes de conquérir 6 000 km² supplémentaires. Au cours de cette même année, l'Irgoun, organisation terroriste sioniste massacre à Deir Yassin 250 hommes, femmes et enfants. Les Palestiniens fuyant la terreur s'installent dans des camps où commence leur vie de réfugiés.

Le 15 mai 1948, l'Etat d'Israël est proclamé.

Racisme et situation des Arabes palestiniens.

En 1950, la fameuse « loi du retour » donne automatiquement le droit à toute personne de mère juive d'avoir la nationalité Israélienne.

Les Arabes restés à l'intérieur de l'état d'Israël sont considérés comme des citoyens de catégorie B, la lettre B figure sur leur carte d'identité.

Les Arabes vivent encore sous une administration militaire fondée sur la loi d'urgence du mandat britannique en 1945, limitant les libertés de mouvement, permettant la

confiscation des terres, la discrimination dans l'emploi, l'éducation, etc., alors que les habitants arabes représentaient 11,5 % de la population israélienne (avant juin 1967) les élèves arabes ne sont pas plus de 2,9 % dans l'enseignement secondaire.

**Réfugiés palestiniens.
Israël et l'impérialisme.**

Si Israël n'a pu voir le jour que grâce aux puissances impérialistes, il est resté de tous les temps leur cheval de bataille. Le Moyen-Orient, zone stratégique (contrôle des voies de communications inter-continentales : canal de Suez, golfe persique), détenant 60 % des réserves mondiales de pétrole, ne peut être que l'objet de convoitises impérialistes. Israël était le moyen des interventions impérialistes.

1956 : intervention avec l'impérialisme français et anglais contre la nationalisation du canal de Suez par l'Egypte.

1967 : menace syrienne de couper le pétrole et irakienne de le nationaliser (la crise entre l'Irak Petroleum Company, la Syrie et l'Irak précède la guerre de juin de peu de temps).

Israël reçoit toutes ses fournitures d'armes des U.S.A.

Avant 1967, le général Dayan est en mission au Vietnam.

La part des monopoles américains dans les entreprises du secteur privé est passé de 56 % en 1956 à 73 % en 1957 (cf. les « Temps Modernes »).

Israël a donné son appui matériel et militaire à la contre-révolution du Congo Kinshasa dirigée contre Lumumba.

Visées expansionnistes.

« Je sais que Dieu promit la Palestine aux enfants d'Israël mais je ne sais pas quelles sont les limites qu'il a établies » (Weizmann, Naissance d'Israël).

1949 : Annexion du port d'Eilat sur la mer Rouge.

27 octobre 1967 : annexion de Jérusalem malgré l'opposition de l'O.N.U.

« L'annexion de Jérusalem est irrévocable et non négociable » (La Knesset).

Depuis la guerre de juin : dynamitages des maisons arabes et destruction des camps de réfugiés.

Installation des colonies dans les hauteurs du Geolan (Syrie) et Cisjordanie.

« La bande de Gaza appartient à Israël, des démarches seront entreprises en vue de l'incorporer au pays » (Dayan).

Lutte du peuple palestinien.

La guerre révolutionnaire engagée par le peuple palestinien témoigne de sa volonté irréductible de répondre par la lutte armée populaire à la guerre d'agression entreprise contre lui par le colonialisme sioniste soutenu par l'impérialisme.

La résistance palestinienne s'organise sur la base d'un programme qui est de plus en plus clarifié par El Fath et surtout par le F.P.D.L.P. (Front Populaire Démocratique de Libération de la Palestine).

« Nous ne voulons rien faire qui puisse nuire aux Juifs dans les pays arabes et même ceux qui sont établis en Palestine ; nous ne voulons pas chasser les Juifs mais établir un Etat palestinien démocratique et socialiste dans lequel pourrait vivre en bonne entente chrétiens, musulmans et juifs » (Déclaration de El Fath. Le Monde, 7 janvier 1969).

« La classe ouvrière et paysanne doit nécessairement assumer un rôle dirigeant dans la révolution nationale » (F.P.D.L.P.).

La lutte populaire palestinienne est anti-sioniste mais non antisémite. Les anti-sionistes sont les frères de combat des Juifs progressistes.

La lutte du peuple palestinien ébranle l'état sioniste, mais elle démasque aussi l'impuissance des cliques militaristes ou féodales sionistes soumises aux impérialistes ou aux révisionnistes. C'est ce qui explique la hâte des « quatre grands » à imposer un règlement de la question palestinienne qui consacrerait le fait colonial sioniste, mettant du même coup la résistance palestinienne hors la loi.

Mais les machinations impérialistes sont vouées à l'échec.

**Le peuple palestinien vaincra !
Un groupe de militants anti-impérialistes.**



En 1945, Shanghai est une ville semi-coloniale et semi-féodale. Il y avait plus de 20 000 étudiants et 90 000 élèves du secondaire. Ils étaient issus, presque tous de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie.

Les classes moyennes se trouvaient alors dans une situation incertaine. La plupart des étudiants et des élèves souffraient de l'oppression des féodalistes et des impérialistes. Une fois diplômés, beaucoup d'étudiants se retrouvaient au chômage. Pendant l'été 1947, sur plus de 20 000 étudiants diplômés, 1 900 avaient trouvé du travail (dans toute la Chine). Dans les écoles d'Etat, les élèves étudiaient avec des bourses. Leur nourriture est insuffisante, leurs conditions de travail sont déplorables, les études sont longues. Les étudiants disent : « La première année nous achetons des chandelles ; la deuxième année nous achetons des lunettes ; la troisième année nous achetons des crachoirs ; la quatrième année nous achetons des cercueils ! »

Le mouvement étudiant à Shanghai

(pendant la période de la 2^e guerre civile révolutionnaire : 1945-1949) (1)

Les étudiants ont beaucoup d'esprit révolutionnaire. Or l'état d'esprit des étudiants exerce une grande influence sur la société. L'état culturel du peuple chinois est très bas et les étudiants ont des relations avec des couches sociales diverses. Leur participation au mouvement révolutionnaire pouvait donc avoir de l'influence sur ces couches. Les étudiants ont joué le rôle de pont : par eux s'est propagée la théorie révolutionnaire parmi les masses populaires.

Le Parti attachait une grande importance au travail parmi les étudiants et considérait le mouvement étudiant comme un allié du mouvement ouvrier dans la ville. Depuis sa fondation, le Parti a dirigé le mouvement des étudiants de Shanghai et celui-ci a joué un grand rôle dans la ville et a aidé finalement, aux côtés des ouvriers, l'Armée Populaire de Libération à libérer la ville. Enfin, beaucoup de cadres des régions libérées venaient du mouvement étudiant de Shanghai et d'ailleurs.

Voici comment le Parti a éduqué les étudiants dans leur révolutionnarisation.

I. COMMENT LES COMMUNISTES ONT AIDE LES ETUDIANTS A TRACER UNE LIGNE DE DEMARCATIION ENTRE LES AMIS ET LES ENNEMIS

Le Président Mao nous enseigne que la question primordiale est de savoir qui sont nos ennemis et qui sont nos amis. Les étudiants distinguaient mal les amis des ennemis. En effet, après la victoire sur le Japon, le Kuomintang leur apparaissait comme un libérateur et les Américains comme des alliés anti-fascistes. Certains d'entre eux avaient le culte de la civilisation occidentale, surtout américaine et de la démocratie bourgeoise. Le Parti a agi en partant du niveau de conscience des étudiants pour organiser la lutte, et à travers elle pour dénoncer les vrais réactionnaires.

Le Parti a dénoncé le pillage de Shanghai par des officiers et fonctionnaires corrompus du Kuomintang qui ne s'intéressaient qu'à l'or, aux maisons, aux voitures, aux tissus et aux jeunes filles.

Le Parti a dénoncé les agissements des soldats et marins américains qui, en un an, ont écrasé mille Chinois avec leurs voitures et violé plus de 300 jeunes filles.

Le Parti a condamné les traités de trahison du Kuomintang avec les U.S.A. qui avaient mis beaucoup d'entreprises en faillite.

Pour dissiper les illusions des étudiants, nous avons lutté pour dévoiler le vrai visage du Kuomintang. Fin 1945, les étudiants sont confrontés à un vrai problème : leurs années d'études sous l'occupation japonaise ne sont pas reconnues par le Kuomintang ; les communistes soutiennent les revendications des étudiants qui exigent que leurs années d'études soient reconnues. Au début, beaucoup d'étudiants pensaient que les hauts dirigeants du Kuomintang n'étaient pas au courant de la brimade dont ils étaient victimes et que celle-ci était le fait de sous-ordres. Le Parti partait du niveau de conscience des étudiants dans leur majorité. Il soutint donc l'envoi d'une sorte de supplique au Ministère de l'Education Nationale comme le demandaient les étudiants. Après plusieurs mois de silence, les étudiants ont perdu patience et ont compris le rôle du gouvernement. Le Parti a pris la défense des étudiants, il les a unis et a rallié dans la lutte les étudiants modérés et centristes.

Les étudiants ont organisé une manifestation pacifique sans pancarte ni mots d'ordre au ministère de l'Education. Mais la délégation ne reçut que des injures et des mesures répressives. Le niveau de conscience des étudiants augmentait à mesure. Successivement, ils organisèrent sept manifestations de plus en plus importantes. Un jour, Tchang Kai Chek vient dans sa villa de Shanghai. Les étudiants entourent pacifiquement sa villa pour lui demander une audience, mais il s'enfuit par une porte de derrière. Les étudiants comprennent que c'est lui le coupable. Dans leur lutte, les étudiants ont obtenu le soutien des diverses couches de la population et finalement la victoire : le gouvernement a renoncé à ne pas prendre en considération les années d'études sous l'occupation japonaise.

Pendant les 6 premiers mois de 1946, le gouvernement du Kuomintang prépare le déclenchement de la guerre contre la région libérée du Nord-Est. Beaucoup d'étudiants n'ont pas compris qui était le responsable de la guerre civile. Le 23 juin, le Parti organise une manifestation de plus de 100 000 personnes pour la paix et la cessation de la guerre civile. Une délégation est envoyée à Nankin est agressive par les policiers du Kuomintang. A partir de ce moment, les communistes dénoncent Tchang Kai Chek comme responsable de la guerre civile.

A la fin de 1946, un soldat américain tue un ouvrier de vélo-pousse et à Pékin un soldat viole une jeune étudiante. Ces deux événements ont soulevé l'indignation de la masse des étudiants. Le 1^{er} janvier 1947, une manifestation nationale des étudiants est déclenchée contre les atrocités américaines. 20 000 étudiants y participent avec pour mot d'ordre : « Fichez moi le camp, soldats américains ! » C'est la première fois qu'un mot d'ordre anti-américain est lancé par les étudiants depuis l'arrivée des Américains en août-septembre 1945. Tchang Kai Chek a dévoilé clairement son rôle de valet des Américains : il a protégé les soldats U.S. et il a laissé partir aux U.S.A. le soldat coupable de viol.

Dans la lutte pratique, les communistes ont élevé le niveau de conscience des étudiants pour qu'ils démasquent la nature réactionnaire de l'ennemi. Sans cette lutte progressive, il n'aurait pas été possible de rendre les étudiants révolutionnaires. Autour du Parti a été réalisée une union aussi large que possible des étudiants afin d'isoler progressivement le mouvement de jeunesse du Kuomintang, lequel contrôlait au départ de nombreuses associations étudiantes.

II. COMMENT LES COMMUNISTES ONT UNI LES ETUDIANTS AUTOUR DU PARTI ET COMMENT ILS ONT ACQUIS LA DIRECTION DU MOUVEMENT ETUDIANT

La tâche des communistes pour acquérir la direction du mouvement étudiant était difficile. Le Kuomintang avait au départ un certain prestige parmi les étudiants et en regroupait un certain nombre dans son organisation de jeunesse. Des agents du pouvoir agressaient les étudiants avancés. Ils contrôlaient certaines associations d'étudiants. Au début de 1946, un certain nombre d'étudiants ont participé à une manifestation anti-soviétique et anti-communiste.

Il fallut d'abord travailler à l'éducation des membres du Parti. Certains étudiants communistes n'avaient pas de conscience claire et surestimaient le mouvement étudiant dans la lutte contre le Kuomintang. D'autres, à l'opposé, considéraient que le mouvement ouvrier constituait la force principale, ne menaient pas de luttes parmi les étudiants. Le Parti expliquait au contraire que le mouvement étudiant en Chine pouvait jouer dans certaines conditions un rôle de pointe. Le Parti insistait sur la nécessité de rallier les étudiants centristes pour mieux isoler les réactionnaires.

Dans ce but, afin de mieux contraster avec la mauvaise conduite et le mauvais travail des étudiants-espions du Kuomintang, le Parti recommandait à ses membres de bien accomplir leurs études et d'accorder de l'attention aux autres étudiants et de les aider. Les frais d'études sont élevés ; les communistes ont recueilli de l'argent pour aider les étudiants en difficulté. Les communistes ont montré dans la vie qu'ils servaient corps et âme le peuple.

Les communistes ont organisé les étudiants sous des formes très variées. L'Association des étudiants était aux mains des espions du Kuomintang. Ils ont formé des comités de classe, des comités de Faculté, des groupes sportifs, des groupes d'activités récréatives, des comités pour une nourriture meilleure, etc. Si un communiste ne sait pas chanter, cela ne l'empêche pas d'aider à la constitution d'un groupe vocal et cette remarque est valable dans tous les autres cas. Certains membres du Parti avaient cependant une attitude sectaire vis-à-vis des organismes : « Que faire de tout cela dans la lutte anti-impérialiste » disaient-ils. Le Parti enseignait qu'il fallait savoir s'approcher des masses et commencer de cette manière leur éducation, sinon on effraierait les éléments centristes par des mots d'ordre « révolutionnaires » lancés sans préparation et ce seraient les communistes qui seraient isolés. Les responsables de ces organisations ne devaient pas nécessairement être membres du Parti. Il suffisait d'un seul membre du Parti dans chaque organisme pour veiller à son bon fonctionnement et assumer la direction du Parti.

Les communistes se sont efforcés d'employer des moyens adaptés à chacune des catégories différentes qui existent au sein du milieu étudiant. Avec les étudiants studieux ils discutaient de leur avenir personnel et leur montraient qu'il était inséparable de celui de la patrie. D'autres étudiants étaient amateurs de littérature, mais les bibliothèques étudiantes ne pouvaient les satisfaire : le Parti organisait alors un système de prêt aux étudiants et facilitait ainsi la diffusion des ouvrages progressistes. D'autres étudiants, en général originaires de familles riches, peu préoccupés de leur avenir, cultivent certains goûts comme l'intérêt pour la musique ; les membres du Parti ont animé des groupes musicaux qui ont diffusé outre la musique européenne, les chansons populaires, puis les chants des régions libérées et les chants tristes des régions occupées. Les étudiants peuvent, au départ, ne les apprécier que pour des raisons musicales, mais c'est là néanmoins une forme d'éducation et le moyen d'établir un lien. Beaucoup d'étudiants sont issus de familles de propriétaires fonciers et de bureaucrates bourgeois ; ils ont souvent des contradictions avec leur famille, notamment sur la question de la liberté du mariage (pour les filles surtout). Les communistes les aident matériellement (ils font éventuellement connaître aux étudiants des jeunes filles progressistes) et leur expliquent la nature du régime. D'autres étudiants suivent la « mode » ; parmi ces étudiants, on met la Révolution « à la mode ». Certains étudiants aiment les excursions ; le Parti en organise à la campagne pour mieux permettre à ces étudiants de connaître la situation sociale à la campagne.

Le parti a éduqué les étudiants et formé des militants. Les étudiants avancés furent regroupés dans des cercles d'études des œuvres du président Mao. Dans ces groupes, certains étudiants sont amenés à demander l'adhésion au Parti clandestin. L'organisation du Parti est clandestine ; elle doit être petite et de grande qualité, mais environnée de nombreux activistes. Les groupes d'études n'étaient pas, non plus, trop larges (7 à 11 étudiants,

groupés par années) et ils devaient rester clandestins. Il n'y avait pas de relations horizontales entre les groupes d'études, et les membres du Parti n'y étaient pas connus comme tels. Tous les membres du Parti de la cellule ne travaillaient pas dans le groupe d'études : un seul suffisait, de sorte qu'en cas de démantèlement du groupe d'études la cellule ne tombe pas en même temps. Grâce au travail des communistes, beaucoup d'étudiants ont renié leur classe et ont pris le chemin de la lutte révolutionnaire.

Sur la base de l'ensemble de ce travail de masse, le Parti a pu progressivement isoler le Kuomintang et, en 1948, il a mené la lutte pour s'emparer de la direction de l'Association des étudiants. Les communistes ont remporté de gros succès dans les élections et ont pu prendre la direction. Immédiatement, l'Association organisa des luttes pour le bien-être des étudiants et des activités récréatives. Elle a été soutenue désormais par la masse des étudiants.

Pour unir et éduquer les étudiants, les communistes ont su accorder une grande attention à la vie des étudiants et à leur travail ; ils ont su fusionner avec les masses étudiantes pour résoudre leurs problèmes et les amener à se regrouper autour d'eux. Dans certaines universités, les étudiants réactionnaires ont dit aux étudiants dans le but d'isoler les communistes : « un tel est un membre du Parti communiste ; les étudiants qui le connaissent bien, ont répondu : s'il est membre du Parti communiste, alors le Parti communiste est quelque chose de bien ».

III. COMMENT LES COMMUNISTES ONT DIRIGE LES ETUDIANTS ET LES ONT AIDES A LUTTER CONTRE LA REPRESSION DU KUOMINTANG

Les communistes ont organisé les masses d'étudiants autour de la lutte pour leurs intérêts vitaux et ont développé cette lutte dans le sens anti-capitaliste. Aux éléments réformistes qui volent dans le développement de la science et de la technique le moyen de sauver le pays, le Parti montre que seule l'élimination de Tchang Kai Chek et des Américains permettra d'assurer l'avenir de chaque étudiant du pays. Parmi les étudiants originaires des couches moyennes, l'idéologie réformiste de la bourgeoisie exerce une influence ; certains étudiants espèrent qu'on va réformer le gouvernement pour avoir un bon gouvernement. La tâche des communistes était d'amener la masse des étudiants sur la voie révolutionnaire, de lui faire rejeter ses illusions réformistes, de lier la lutte des étudiants aux luttes politiques.

En mai 1947, les troupes du Kuomintang subissent beaucoup d'échecs dans leur offensive contre les régions libérées. Le gouvernement a imprimé beaucoup de billets, d'où un effondrement du pouvoir d'achat. En 1937, 100 Yuans permettent d'acheter 2 bœufs ; en 1945, la même somme permet d'acheter 2 œufs ; en 1947, 7 000 étudiants manifestent « contre la guerre civile et contre la faim » avec pour mot d'ordre : « nous prendrons le pain dans la bouche des canons ! » Les policiers ont sauvagement réprimé la manifestation de Nankin et il y a eu plus de 50 blessés. En apprenant cela, les étudiants font immédiatement la grève des cours, et il font de la propagande auprès de la population de Shanghai. Les policiers ont arrêté un groupe de propagande ; aussitôt un autre groupe de propagande prend la relève et popularise l'arrestation. Les habitants ont été émus par l'action inébranlable des étudiants. En tout, 2 000 étudiants ont été arrêtés ou blessés au cours de ces journées.

Sous la direction du Parti communiste, les étudiants ont mené une lutte implacable contre la répression policière. Le soir du 30 mai 1947, le gouvernement a envoyé des policiers encercler les universités dans l'intention d'arrêter les dirigeants des étudiants. Les étudiants ont donné l'alerte, ils se sont rassemblés et ont protégé les 16 cadres recherchés. Les étudiants ont dit : « Nous vivons ensemble, nous mourrons ensemble, nous irons en prison ensemble ». Ils sont restés jusqu'au lendemain matin à protéger leurs camarades et les policiers réactionnaires ont été obligés de se retirer. Le Parti a envoyé les 16 cadres dans les régions libérées.

Le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier sont solidaires. Le gouvernement a dû reculer. Le Parti communiste chinois a donné une haute et juste appréciation du mouvement étudiant. Le Président Mao a dit que le grand et juste mouvement des étudiants était devenu le second front de la guerre du peuple chinois contre le gouvernement réactionnaire de Tchang Kai Chek.

La tâche des communistes était de renverser la réaction pour sauver la patrie. Ils ont su diriger le mouvement étudiant et faire que beaucoup d'étudiants originaires de la bourgeoisie prennent la voie révolutionnaire.

(1) Conférence faite en Chine à des camarades français par des camarades du Parti Communiste Chinois.
(à suivre)

La semaine prochaine paraîtra la 1^{re} partie d'une étude critique des positions trotskystes développées par la Ligue dite « Communiste » de l'opportuniste Krivine.

